

**IRAK**

**Explosion d'une voiture piégée à Bagdad : quatre morts et dix blessés**

Au moins quatre personnes ont été tuées et dix autres blessées dans l'explosion d'une voiture piégée hier dans un quartier du centre de Bagdad, rapportent des agences citant un responsable du ministère irakien de l'intérieur.

ser une voiture chargée d'explosifs près d'une boulangerie dans le quartier de Karradah, tuant au moins quatre personnes et en blessant dix autres", a indiqué ce responsable à la presse.

Cette attaque intervient alors que les forces américaines et irakiennes ont lancé un nouveau plan pour sécuriser la capitale irakienne.

Ce plan, souvent qualifié de "plan de la dernière chance" par les Irakiens eux-mêmes, prévoit le déploiement dans la capitale de 35.000 GI's et 50.000 soldats et policiers ira-

kiens. Auparavant, la police avait fait savoir qu'un soldat a été tué dans l'explosion d'une bombe au passage de son convoi dans la commune de Tal Afar, à l'ouest de Mossoul, située à quelque 400 km du nord de Bagdad.

**LAKHDAR BRAHIMI**

**Le règlement du problème irakien dépend des pays voisins et non des Etats-Unis**

*Le règlement du problème irakien dépend aujourd'hui des pays voisins et des pays de la région et non des Etats-Unis, a indiqué hier M. Lakhdar Brahimi, ancien envoyé du secrétaire général des Nations-Unies en Irak.*

Les Américains ne cherchent pas actuellement à résoudre le problème irakien mais pensent surtout à régler leurs problèmes quotidiens de l'occupation de l'Irak, a souligné M. Brahimi dans un entretien au quotidien saoudien *Echarq-el-Awsat*, basé à Londres.

"C'est aux pays de la région, et non aux Américains, qu'il revient, en cette période précise, de jouer le rôle pivot", a dit l'ancien représentant onusien à Bagdad, pour qui il "est

aujourd'hui nécessaire que l'Iran, la Turquie et les pays arabes se mettent d'accord en faveur de l'unité et de la stabilité de l'Irak en tant que facteurs déterminants".

L'"intervention de ces pays ne doit pas être motivée par des considérations conjoncturelles", a-t-il insisté.

"Si l'intervention se limitait à un seul pays comme, par exemple, l'Arabie saoudite, cela serait perçu comme une ingérence dans les affaires internes ou un soutien à une partie au



détriment d'une autre, et il en serait même pour l'Iran et la Turquie. En revanche, si tous les pays de la région s'engageaient ensemble, le résultat serait certainement positif", a-t-il encore indiqué.

M. Brahimi a vivement fustigé l'occupation américaine de l'Irak, estimant que c'est une

mauvaise décision. "De toutes les décisions prises, depuis le début de l'occupation de l'Irak, aucune n'a été bonne", a-t-il dit.

Il a affirmé, par ailleurs, regretter d'avoir accepté le rôle d'envoyé spécial de l'Onu en Irak. "Je reconnais avoir commis une erreur en donnant mon accord et, aujourd'hui, je refuse cette mission car elle n'a rien apporté", a-t-il soutenu.

L'ancien représentant onusien à Bagdad a critiqué les erreurs commises par les Américains en Irak, soulignant que les élections elles-mêmes étaient une erreur monumentale, car, a-t-il estimé, "il

fallait attendre le temps nécessaire pour réunir les conditions propices". Concernant le gouvernement Maliki, M. Brahimi a affirmé que c'est un gouvernement de milices et non d'union nationale, déplorant dans ce cadre l'instrumentalisation de la réconciliation nationale.

Le nom de l'ayatollah Ali Sistani a été exploité à des fins politiques car celui-ci ne cessait de répéter qu'il n'était "pas irakien" et qu'il ne cherchait "aucun rôle politique (...)", a indiqué M. Brahimi pour qui l'on ignore encore si l'"instrumentalisation du nom de Sistani a été faite avec son gré ou à son insu".

**GUINEE**

**Au moins neuf morts lors de manifestations contre la nomination d'un nouveau Premier ministre**

Au moins neuf personnes, dont un militaire, ont été tuées hier en Guinée lors de manifestations organisées par l'opposition en signe de protestation contre la désignation la veille d'Eugène Camara au poste de Premier ministre par le président Lansana Conté, ont rapporté les médias citant des témoins.

Selon les mêmes sources, trois manifestants ont été tués dans la banlieue de Conakry, où des barrages ont été érigés plus tôt dans la journée sur les principaux axes.

A Kankan (600 km à l'est de Conakry), un militaire a été tiré sur des manifestants, tuant trois personnes, avant d'être lynché par la foule. Son corps a été brûlé.

Il s'agit du premier militaire tué depuis le déclenchement des violences en janvier.

A Faranah (centre), un manifestant et un prisonnier ont été tués, a-t-on ajouté.

Le président Conté a nommé vendredi par décret présidentiel le ministre Eugène Camara, un de ses proches, au poste de Premier ministre aux pouvoirs élargis.

L'opposition a aussitôt dénoncé la nomination d'un homme connu pour "son allégeance et sa fidélité" au chef de l'Etat et réclame le départ de ce dernier.

Cette nomination fait suite à un accord signé fin janvier entre les syndicats et la présidence pour mettre fin à une grève générale de 18 jours qui s'était soldée par la mort d'au moins 59 manifestants.

Vendredi, des affrontements entre policiers et manifestants en province ont fait 11 blessés.

**COREE DU NORD**

**Reprise aujourd'hui des discussions à six sur le nucléaire nord-coréen**

Les pourparlers à six sur le dossier nucléaire de la Corée du Nord reprendront aujourd'hui à Pékin où aucun accord n'a été conclu hier entre les négociateurs en chef lors du troisième jour de ces discussions, a indiqué le chef de la délégation japonaise.

"Nous n'avons pas pu atteindre une conclusion aujourd'hui (hier, ndr), après de nombreuses discussions multilatérales et bilatérales. Nous reprendrons demain (aujourd'hui, ndr)", a déclaré à la presse Kenichiro Sasae.

Les six pays impliqués dans les négociations (les deux Corées, la Chine, les Etats-Unis, la Russie et le Japon), examinaient à Pékin un projet de texte soumis jeudi par la Chine. Ce projet pourrait constituer "un point de départ vers les premiers pas de dénucléarisation de la péninsule coréenne", a-t-on indiqué. Selon des sources diplomatiques, le projet d'accord propose d'arrêter dans un délai de deux mois les activités sur les sites nucléaires de la Corée du Nord y compris le réacteur nucléaire de Yongbyon, en échange de la fourniture de sources d'énergie alternatives à Pyongyang.

Les pourparlers à six tentent depuis 2003 de convaincre la Corée du Nord de renoncer à son programme nucléaire.

**ALLEMAGNE**

**Le SG de l'Otan juge peu productives les critiques de M. Poutine**

Le secrétaire général de l'Otan Jaap de Hoop Scheffer a jugé hier peu productives les critiques du président russe Vladimir Poutine sur l'expansion de l'Alliance atlantique aux frontières de la Russie.

M. Poutine "a raison, la Guerre froide est terminée", mais je trouve ses propos "décevants et aussi pas très productifs sur le sujet de ce qu'il appelle l'expansion de l'Otan qui est en fait l'élargissement" de l'Alliance.

"L'Otan ne s'étend aux

dépens de personne. Les pays qui veulent être membres du club des démocraties y adhèrent de leur plein gré", a déclaré M. de Hoop Scheffer.

"Je vois une déconnexion entre ce qu'il a dit ce matin et ce que l'Otan fait. Il n'y a pas de bases de l'Otan en Roumanie et en Bulgarie", a aussi affirmé M. de Hoop Scheffer, à propos des attaques de M. Poutine concernant le non-respect par les Occidentaux des accords sur le

désarmement conventionnel en Europe.

Selon M. Poutine, quelque 5.000 soldats de l'Otan sont désormais stationnés en Roumanie et en Bulgarie, en violation du traité sur la réduction des Forces classiques en Europe (FCE).

Ces troupes, en réalité américaines, ne dépendent pas de l'Otan mais du commandement américain en Europe. Elles sont stationnées dans ces deux pays, dans le

cadre du dispositif avancé américain, autour d'entrepôts de matériels et d'équipements divers pré-positionnés pour des situations d'urgence.

De même la défense antimissile dénoncée par le président russe "ne relève pas de l'Otan", a souligné M. de Hoop Scheffer, "mais de négociations bilatérales des Etats-Unis avec la Pologne et la République tchèque même si l'Alliance se sent concernée par la question".

**DEVELOPPEMENT**

**Le G7 a "ignoré" ses promesses d'aider plus l'Afrique**

Les ministres des Finances des pays riches du G7-Finances, qui ont conclu hier une réunion de deux jours à Essen en Allemagne, ont "ignoré leurs promesses" d'aider davantage l'Afrique formulées en 2005" à Gleneagles, a accusé hier l'ONG britannique Oxfam.

"Les ministres du G7-Finances (...) continuent à revenir sur leurs promesses d'augmenter l'aide (à ce continent) formulées au G8 en 2005", écrit Oxfam dans un communiqué.

Lors de leur réunion à Gleneagles en Ecosse pendant l'été 2005, les huit pays les plus riches de la planète avaient décidé d'annuler la dette publique multilatérale de 35 des pays les plus pauvres et promis d'accroître d'ici 2010 de 50 milliards de dollars l'aide aux nations les plus démunies, pour l'essentiel en Afrique.

"Il est inacceptable pour le G7 de



parler de bonne gouvernance et de la responsabilité de l'Afrique tout en revenant sur leurs promesses d'augmenter l'aide", poursuit l'organisation

britannique.

"Pour beaucoup de pays africains, comme la Tanzanie et le Mozambique qui ont déjà amélioré

leur capacité à tenir des engagements et ont augmenté leurs propres dépenses pour lutter contre la pauvreté, un accroissement de l'aide est nécessaire de façon urgente pour sauver des vies et envoyer plus d'enfants à l'école", argumente l'ONG.

"Ils remplissent leur part du contrat, il est temps que le G7 remplisse la sienne", insiste-t-elle.

Le G7-Finances a discuté "de la bonne gouvernance en Afrique" afin "d'orienter les ressources vers leur utilisation la plus productive et d'aider à atteindre les objectifs de développement du millénaire", affirme-t-il dans son communiqué final hier.

Les grands argentiers de ce club de pays riches veulent mettre en place "un plan d'action" pour améliorer notamment "la transparence" des fonds publics africains, la "gestion de la dette" et le développement des

marchés financiers de ces pays, en particulier la mise en place de "marchés obligataires locaux".

L'organisation apostrophe en particulier l'Allemagne, car ce pays a "fait de l'Afrique l'une des priorités" de sa présidence du G8, forum qui inclut les autres membres du G7 (Etats-Unis, France, Japon, Italie, Royaume-Uni et Canada) ainsi que la Russie.

"Le G8 allemand restera-t-il dans les mémoires comme celui des promesses non tenues" à ce continent ? s'interroge Oxfam, rappelant que l'aide étrangère à l'Afrique sub-saharienne a baissé de 2,1% à 24,9 millions de dollars en 2005.

En décembre, l'OCDE, qui réunit les principaux donateurs dans le monde, avait également appelé les pays riches à "honorer les engagements souscrits à Gleneagles".